

Recev. Général, et do " do L. M. Viger.
Comm. des T. P. et do " do E. P. Taché.
Assist. Comiti, do, et do " do M. Cameron.
La même gazette contient les nominations suivantes:
Avocats dans le B. C.: Charles M. Delisle, Ecr.,
Arpenteur do " : Frederick C. Cleve, Ecr.,
Inspecteur de radeaux, Percepteur des droits des glis-
piers pour l'Ottawa et la Rivière Trent, et agent de la
couronne à Québec: McLean Stewart, Ecr.

CHAMBRE D'ASSEMBLÉE.

Vendredi, 10 mars 1846.

Comme nous l'avons dit dans un postscriptum pour nos abonnés de la ville, M. Drummond présente une requête de la part de M. P. B. Dumoulin des Trois-Rivières relatif à l'élection de cette ville. Puis il fait motion que le temps pour recevoir les pétitions soit étendu jusqu'au 20 courant. Sur motion de M. Holmes, la Chambre passe une résolution par laquelle les banques et les compagnies d'assurances (qui ont des chartes) doivent mettre devant cette Chambre un état de leurs affaires. Sur motion du même membre, la séance est levée et ajournée à lundi à 4 heures, où que les négociations entamées ne sont pas encore terminées. Il était 5 heures.

Lundi, 13 mars 1846.

L'orateur met devant la Chambre les comptes des syndics des chemins à barrières de Montréal. Ensuite il est présenté un grand nombre de pétitions. M. Bouthillier présente celle de l'évêque catholique de Montréal, demandant une indemnité pour les dépenses pour les émigrés; celle des Sœurs de la Miséricorde de Montréal, demandant un acte d'incorporation comme " Hospice de la Maternité de St. Pélagie de Montréal, dirigé par les Sœurs de la Miséricorde; et celle des Sœurs de la Charité de St. Hyacinthe, demandant un octroi d'argent. Le Dr. Beaubien présente une pétition de la part de l'association des instituteurs de Montréal, demandant un aide pour établir une bibliothèque. M. Chabot présente aussi une pétition de la part d'électeurs du comté de Bonaventure contre l'élection de M. Colthbert. M. Dumas fait motion que la pétition de certains électeurs de St. Hyacinthe contre l'élection de M. Bouthillier soit reçue. M. Drummond oppose cette motion, et entre dans de longs détails pour prouver que la pétition avait un manque de formalités et ne devait pas être reçue. M. Dumas soutient sa motion, disant que ces formalités étaient inutiles et purement nominales. M. Papineau parle dans le même sens, mais enfin la motion est perdue à une grande majorité.

CONSEIL LEGISLATIF.

(Abrégé du Herald.)

Jeudi, 9 mars 1846.

L'ordre du jour est pour la seconde lecture du bill pour amender les lois d'enregistrement du Bas-Canada. M. McGill dit que ce bill est présenté pour remédier aux inconvénients qui résultent de ce que, aucun contrat devant témoins ne peut être enregistré, sans qu'auparavant un des parties contractantes ne jure devant le registraire d'exécuter le contrat. Par le nouveau bill, on propose d'asservir les témoins devant les personnes (les notaires, juges de paix, etc.) chargées de recevoir les affidavits. M. Viger ne voit pas la nécessité de ces affidavits; car si le contrat est bon, il ne peut devenir meilleur par là; s'il est mauvais, il ne devient pas bon. Il propose donc de renvoyer le bill devant un comité spécial pour voir s'il ne serait pas à propos de faire disparaître cette clause. M. Moore se prononce dans le même sens. M. Knowlton n'y a non plus aucune objection. Après quoi, il est nommé à cet effet un comité composé des Honorables Caron, Moore et Knowlton.

RÉSUMÉ DE NOUVELLES.

Vraiment rien n'est plus pitoyable que notre système postal du jour. Il y a quelque chose comme 8 à 9 jours que le *Britannia* a touché les rives américaines et nos journaux ne nous en ont pas encore parvenus au moment où nous commençons cette revue de nouvelles. Nous mettons donc à contribution nos échanges des États-Unis, nous contentant (bien malgré nous) d'avoir ainsi les nouvelles par bribes et par morceaux. Nous recevons probablement nos journaux assez à temps pour en user dans ce numéro.

L'Irlande, la trop malheureuse Irlande, est dans un état affreux; la misère, la maladie, l'anarchie, l'autorité même, tout se réunit pour la rendre de plus en plus misérable. Pour l'Angleterre, quoique son état s'améliore en un sens, d'un autre il est fort inquiétant. C'est toujours l'Irlande qui est là et demande "justice". Ce mot la retient depuis si longtemps à ses oreilles. C'est la ruine presque certaine de certaines colonies; ce sont les embarras dans les finances; c'est la gêne, résultat des nombreuses faillites des mois derniers; ce sont enfin les partis prêts à faire scission et à mettre le comble aux maux de ce temps. N'est-ce pas là de quoi inquiéter? n'est-ce pas là de quoi faire craindre quelque crise imminente? Et puis ne voit-on pas que, pour être constant, il faut rappeler les lois de navigation? Oui, on voit tout cela; mais on a dans le peuple une opposition si forte qu'on ne sait que faire. Aussi personne ne serait étonné d'apprendre, dans quelques semaines, peut-être, la chute du ministère de lord John Russell.

En France, on craint sans cesse d'apprendre la mort de Louis-Philippe, car là où sont les choses, cet événement devra nécessairement produire une grande fermentation et peut-être un semblant de révolution. On dit donc que les grandes puissances se sont entendues pour rencontrer ce grand événement, et quelques journaux vont jusqu'à dire que l'on fait des comités même de grandes préparations militaires à l'étranger. Les chambres françaises ont débattu la réponse à l'adresse, et aux dernières dates la chambre des députés n'avait pas encore terminé. M. Guizot avait conservé sa majorité jusqu'à là, mais on paraissait croire qu'il n'en serait pas ainsi sur le paragraphe relatif aux banquets réformistes, dont un devait avoir lieu à Paris même. Les membres de l'opposition se proposaient d'y assister en masse et en costume, et, dans le cas où l'autorité interviendrait, ils devaient tous donner leur démission. Un pareil acte produirait certainement plus que du bruit dans un pays comme la France; aussi devons-nous attendre avec hâte le prochain steamer. Abd-el-Kader, devait aller à Paris avec quatre des membres de sa famille.

L'Espagne semble demeurer paisible, au moins pour quelques semaines. Espartaco, aux dernières dates, vivait retiré dans une de ses terres. Le gouvernement a conclu avec la banque de St. Ferdinand à Madrid un arrangement par lequel cette banque lui fournira le montant du budget qui est de 1,283,631,306 réaux. Dans cet arrangement, se trouvent plu-

sieurs autres clauses; pour la banque, elle recevra tous les revenus de l'état. C'est là, comme on voit, une grande et importante mesure qui, si nous jugeons par le passé, ne sera pas tout-à-fait au profit de la banque. Le gouvernement a plus déterminé la manière de distribuer l'argent pour chaque mois; en sorte que toutes les dépenses devront ainsi être acquittées à l'expiration de chaque 30 jours.

En Suisse, les Jésuites sont bien et dûment chassés; et voilà que la diète, poursuivant sa carrière d'iniquités, veut mettre en jugement les auteurs principaux du Sonderbund comme coupables de haute trahison. Quant aux déserteurs Suisses, le tribunal militaire de Berne a commencé leur procès et en a condamné plusieurs. On parle d'une amnistie générale pour toutes les personnes qui ont pris part aux derniers événements. Ceci est peut-être une mesure arrachée par la crainte que la diète parait entretenir de l'Autriche; car elle serait dit-on, sur le point d'envoyer 6000 Suisses sur la frontière du Tessin, pour surveiller messieurs les Autrichiens, qui se rassemblent de ce côté en bon nombre.

Au Danemark, le nouveau roi vient d'accorder une constitution à ses sujets; cette constitution donne aux États le vote de l'impôt et la participation au pouvoir législatif. Le royaume de Danemark aura 26 députés, et les duchés en auront aussi 26; total, 52. L'assemblée se tiendra à Copenhague, deux mois après les élections et siégera jusqu'à prorogation par le roi.

En Autriche l'absolutisme ne paraît plus convenir fort aux populations; on parle d'une insurrection en Styrie. D'ailleurs on demande à grands cris dans toute l'Allemagne la liberté de la presse. D'un autre côté, le Czar demandait à l'Autriche le passage à travers ses États de 60,000 Cosaques pour secourir (?) le roi de Naples; ces troupes seraient sous les ordres de Paskewitch. Quant au Souverain de Naples, il a dû céder aux démonstrations de son peuple; et malgré et contre tous ses principes, il a dû accorder au royaume de Naples une constitution, qui porte la date du 20 janvier et est ainsi conçue.

Ferdinand II, roi des Deux-Siciles et de Jérusalem, duc de Parme et de Plaisance, grand prince héréditaire de Toscane, etc., etc.

"Ayant entendu le vœu général de nos bien-aimés sujets pour avoir des garanties et des institutions conformes à la civilisation actuelle, nous déclarons que notre volonté est de concéder aux vœux qui nous ont été manifestés en donnant une constitution; et pour cela, nous avons chargé notre nouveau ministre d'état de présenter à notre approbation, dans un délai qui ne devra pas excéder dix jours, un projet sur les bases suivantes:

"Le pouvoir législatif sera exercé par nous et par deux chambres, à savoir: une chambre des pairs, une chambre des députés. Les membres de la première chambre seront nommés par nous; les députés seront nommés par des électeurs sur les bases d'un cens qui sera fixé.

"La religion dominante de l'état sera la religion catholique, apostolique, romaine, et aucun autre culte ne sera toléré.

"La personne du roi sera toujours sacrée, inviolable, et non sujette à responsabilité.

"Les ministres seront toujours responsables de tous les actes du gouvernement.

"Les forces de terre et de mer seront toujours dépendantes du roi.

"La garde nationale sera organisée dans tout le royaume sur un mode uniforme et analogue à celui de la capitale. "La presse sera libre et sujette seulement à une loi répressive pour tout ce qui peut offenser la religion, la morale, l'ordre public, le roi, la famille royale, les souverains étrangers et leurs familles, ainsi que l'honneur et les intérêts des particuliers.

"En notifiant ici au public notre souveraine et libre résolution, nous nous confions dans la loyauté et le bon esprit de nos peuples pour le maintien de l'ordre et du respect dû aux lois et aux autorités constituées.

Signé FERDINAND.

Contresigné, le ministre secrétaire d'état,

président du conseil des ministres,

Duc de SERRA-CAPRIOLA.

Comme on peut le remarquer, cette charte est basée sur celle de la France; elle promet au royaume de Naples et à toute l'Italie un bel avenir. Quant à la Sicile, elle demande la constitution de 1812, et l'a sans doute reçue à ce moment-ci. Le nouveau cabinet de Ferdinand est composé comme suit: Don Nicola Donnorso Maresca, duc de Serra Capriola, président du conseil et ministre des affaires étrangères; prince Dentice, ministre des finances; prince de Torrella, ministre des travaux publics; Don Gaetano Scovazzo, ministre de l'agriculture, du commerce et de l'instruction publique; Don Cessidio Bonanni, ministre de la justice et des affaires ecclésiastiques; Don Antonio Statella, prince de Casaro, président de la consulte et ministre d'état; Pietro d'Urso, procureur-général de la cour des comptes. Le succès des Siciliens a été accueilli dans toute l'Italie par des cris de joie et des illuminations. A Rome, Notre Saint-Père le Pape Pie IX a tenu, le 17 janvier au palais du Quirinal, un consistoire secret dans lequel, après une courte allocution, il a créé et préconisé cardinal de la sainte Eglise romaine:

De l'ordre des prêtres:

Mgr. Charles Vizzardelli, secrétaire de la sacrée congrégation des affaires ecclésiastiques extraordinaires, né à Monte-S. Giovanni, diocèse de Veroli, délégation de Frosinone, le 2 juillet 1791.

Sa Sainteté a ensuite créé et réservé in petto un autre cardinal.

Ensuite elle a proposé les Eglises suivantes:

L'Eglise métropolitaine de Valence pour Mgr. Abella, transféré des Eglises épiscopales unies de Calabarra et Calzada; l'Eglise métropolitaine de Grenade pour Mgr. Folgueras, transféré de Saint-Christophe de Laguna; l'Eglise épiscopale de Carcassonne pour M. Henri Marie-Gaston de Bonnehose, supérieur, à Rome, de l'Eglise Saint-Louis des Français; l'Eglise épiscopale de Soissons pour M. Paul-Ignace-Armand-Anacleto Cardon de Garsignies, vicaire-général de Soissons; l'Eglise épiscopale de Santander pour le R. Emmanuel Raimond-Arins Teigerio de Castro, prêtre du diocèse d'Oréense, archidiacre de l'Eglise métropolitaine de Valence; l'Eglise épiscopale de Léon pour le R. Joachim Barbargero, du diocèse de Zamore, gouverneur ecclésiastique, pourvoir et vicaire-général de l'Eglise métropolitaine de Burgos; l'Eglise épiscopale d'Oviedo pour le R. Ignace Diaz Canja, prêtre du diocèse de Léon, doyen de la cathédrale d'Oviedo et vicaire capitulaire; l'Eglise épiscopale de Gorie pour le R. Emmanuel-Angeline Nafria, prêtre du diocèse d'Osma, chanoine de la cathédrale de Calabarra. Enfin l'instance du sacré pallium a été faite pour les Eglises métropolitaines de Valence et de Grenade. Son Eminence le cardinal Perrotti a quitté Rome, dans la nuit du 21 janvier pour se rendre à Ravenne dont il a été nommé légat, après s'être démis de ses fonctions de secrétaire d'état. C'est le cardinal Delondri qui le remplace dans ces hautes et difficiles fonctions. Le 30 janvier il a été tenu, au palais du Quirinal,

un consistoire public dans lequel le Pape, selon le cérémonial d'usage, a remis le chapeau au nouveau cardinal Charles Vizzardelli. Dans ce même consistoire, le Saint-Père a proposé les Eglises suivantes: l'Eglise archiepiscopale de Saint-Domingue, pour le R. Thomas de Portes, délégué apostolique dans ce diocèse; l'Eglise épiscopale de Malaga, pour le R. Salvator de Reyes, prêtre du diocèse de Grenade; l'Eglise épiscopale de Tarragone, pour le R. D. Vincent Ortiz, prêtre de Saragosse; l'Eglise épiscopale de Pise, pour le R. D. Michel Orasco, doyen de la cathédrale de Cusco; l'Eglise épiscopale d'Ertrie, in part, inf., pour D. Joseph-Emanuel Pasquel, prêtre de Lima, recteur de l'Université de Saint-Marc. A la fin du consistoire, Sa Sainteté a ouvert la bouche à Son Eminence le cardinal Vizzardelli, auquel Elle a donné le titre presbytéral de Saint-Pancrace. Relativement au prétendu concordat avec la Russie, il paraît qu'aux dernières dates, cette rumeur était controuvée. On était bien encore en négociations, mais rien n'avait été arrêté définitivement. A Madère, le prince Alexandre des Pays-Bas était dangereusement malade; on faisait des prières dans toutes les églises du royaume pour demander à Dieu sa conservation.

LETTRE

ADDRESSÉE PAR LE ST-SIÈGE A L'ÉPISCOPAT IRLANDAIS.

"Illustres et révérends seigneurs, les rapports publiés depuis quelques mois par les journaux anglais mêlent le nom de quelques ecclésiastiques à des scènes de troubles politiques. Quelques Eglises sembleraient avoir été consacrées à l'encouragement ou à l'accomplissement de projets non religieux.

"Il nous a été signalé, à l'occasion des meurtres si fréquents qui ont eu lieu en Irlande, que quelques membres du clergé se sont exposés à de violentes attaques par l'imprudence de leur langage, et que, du haut de la chaire, sont tombées quelques fois des paroles pouvaient être considérées, qui sinon comme une provocation au meurtre, du moins comme approbation de ce crime. Et naturellement ces rapports ont dû appeler notre attention.

"La sacrée congrégation ne peut croire à la vérité de ces imputations. Elle ne peut croire que des prêtres aient à ce point oublié que la maison de Dieu ne doit être qu'une maison de prière, non un lieu de réunion ou de discussion politique. Elle ne saurait admettre qu'ils aient ainsi méconnu leur ministère, qui est un ministère de paix, et que, voués à la célébration des mystères d'en haut, ils se soient mêlés aux affaires du monde, et surtout à des projets de meurtre et de vengeance. Néanmoins, la sacrée congrégation croit de son devoir de provoquer de promptes et satisfaisantes informations à cet égard afin de savoir au juste ce qu'il faut croire des relations qui ont circulé.

"En conséquence, sur l'invitation du saint Père, je vous adresse cette lettre pour vous prier de répondre à la sollicitude si facile à comprendre qu'éprouve la sacrée congrégation et, en attendant, le saint Père vous exhorte à recommander au clergé de ne s'occuper que des choses de Jésus-Christ des intérêts spirituels du peuple, et de se tenir à l'écart de toutes les affaires du monde, afin que sa conduite ne puisse fournir aucun prétexte de blâme à ses ennemis.

"Fait à Rome, au siège de la Sacrée Congrégation de la Foi.

Le Campagnard ou correspondant de l'Avenir. — Comme nous l'avons dit, nous ne prétendons pas répondre, pour nos confrères, mais nous croyons devoir à la justice de repasser la manière hautaine et dédaigneuse avec laquelle M. le Campagnard s'exprime à l'égard de l'Évêque du Journal de Québec. Pour nous qui ne sommes nous ni par l'affection de famille, ni par aucune sympathie personnelle, nous regardons cette attitude comme l'un des écrits les plus remarquables qu'ait produits la presse française de ce pays, depuis que nous sommes à même de l'observer; sous le rapport du raisonnement, nous le croyons nullement inférieur, et sous le rapport littéraire nous le pensons supérieur à l'écrit qu'il discutait. Cette opinion peut vous sembler présomptueuse, M. le Campagnard; mais, ainsi que nous l'avons déjà dit, nous n'acceptons jamais le parler du maître, ni nous ne plions le genou devant aucune idole. *Echo des campagnes.*

INCENDIE. — Vendredi après midi, le feu s'est déclaré dans la Rue Sherbrooke à la Place Devonshire. Trois maisons en pierre de taille, occupées une par M. Ramsay, une autre par M. McPherson et la troisième par M. Whitehead, ont été consumées. Une autre occupée par M. Edmonstone a été fort endommagée. Ces maisons appartenaient à MM. Evans et Maitland: le premier était assuré pour £800 à £900 et le second pour £1700. Nous ne savons quelles sont les compagnies d'assurances qui perdent en cette occasion.

UNE CONSÉQUENCE. — Vendredi, lorsque nous sommes entrés dans la salle de la Chambre d'Assemblée, nous nous sommes aperçus que les conservateurs avaient pris le côté gauche et les réformistes le côté droit. Comme de raison, les rapporteurs ont dû faire de même, au moins les rapporteurs réformistes, qui n'entendent nullement qu'on les prenne un seul instant pour des conservateurs.

PROROGATION DU PARLEMENT. — Il paraît à peu près certain que le parlement sera prorogé au commencement de la semaine prochaine, et qu'il ne sera convoqué de nouveau qu'après le mois de septembre; ce sera alors une longue session.

MINES D'OR. — Nous voyons par une correspondance du Herald, que réellement il se trouve dans la seigneurie de M. De Léry une mine d'or. On en a extrait une quantité assez grande pour pouvoir l'envoyer à New-York. Il paraît que cet or est regardé comme de la meilleure qualité. M. De Léry se propose d'exploiter lui-même cette mine.

SYSTÈME DE M. PARENT. — Nous voyons avec plaisir que la Minerve d'hier soir se prononce tout à fait dans le même sens que nous sur le système d'éducation de M. Parent. L'Echo des campagnes parle aussi de la même manière, ainsi que l'Avenir. La Minerve répond sur le même sujet à l'Ami de la religion et de la patrie, et le fait d'une manière digne et victorieuse.

LE TEMPS. — La neige qui a tombé vendredi nous a donné d'excellents chemins. Depuis ce temps, la température n'est pas excessivement froide. Dimanche nous avons eu pendant quelques quarts d'heure un brouillard de neige, qui a contribué puissamment à adoucir la température. Aujourd'hui le ciel est clair, et le temps est bien beau.

SELEY. — Le courtier Seley qui s'était enfui de Montréal avec £5,000 à £6,000 vient de se rembarquer à la Nouvelle-Angleterre, où il avait fait le shérif de Vermont en voulant s'en rendre maître.

MAIRE. — M. Bourget a été hier soir, réélu à l'unanimité maire de Montréal.

LECTURE A L'INSTITUT. — Nous apprenons avec le plus grand plaisir que M. B. O'Reilly, l'infatigable missionnaire de Sherbrooke et l'avocat si zélé des Canadiens-français dans les Townships de l'est, a été invité à faire jeudi soir une lecture devant l'Institut Canadien. M. O'Reilly a accepté; il doit nous parler de son plan de colonisation des townships; ce sera quelque chose de bon, nous en sommes sûrs. Aussi les auditeurs ne devront pas manquer. Comme d'ordinaire, si y aura, dit-on, des sièges réservés pour les dames.

ST. MILLS. — La corporation a décidé hier soir de faire peindre le portrait de ce citoyen regretté, et de déposer son portrait dans la salle des séances du conseil de ville.

BANQUE DU REUBLE. — D'après un tableau qui vient de faire publier le caissier de cette Banque, dans différents journaux de Montréal, il appert qu'à cette Banque, le

31 déc. 1847. — 31 janv. 1848. — 29 févr. 1848.
Le passif était de £150824 — £154826 — £162149.
L'actif était de £353027 — £358793 — £372982.

On voit par là que le Passif et l'Actif ont été en augmentant durant les trois derniers mois, tandis que le contraire avait eu lieu les deux mois précédents.

PROCES ST. LOUIS. — La Revue nous apprend que ce fameux procès, soulevé par l'incendie du village de Boucherville, avait été amené devant la Cour du Banc de la Reine en terme supérieur; cette cour avait décidé contre le capt. St. Louis. Celui-ci a porté de nouveau le procès devant la cour d'appel, et cette cour vient de renverser le premier jugement, et de rendre une sentence en faveur de MM. St. Louis et Molson. M. G. E. Cartier, avocat de cette ville avait en main la cause de ces derniers, et l'a fait valoir d'une manière très habile.

SAUVAGES. — Depuis quelques jours, il se trouve à Montréal trois chefs Sauvages, députés par les Montagnais du Saguenay. La Minerve d'hier soir nous apprend, par quelques documents qu'elle produit, que ces bons Sauvages sont venus faire quelques demandes au Gouverneur au sujet de terres pour eux et leur tribu. S. E. a promis à ces Sauvages de leur accorder ce qu'ils demandent; nous sommes certain que les Montagnais obtiendront la justice à laquelle ils ont bien des droits.

LE DUC PRINCE EDOUARD. — M. Warburton, M. P. P., a été appelé au conseil exécutif. La Chambre a alors demandé à S. E. de faire sortir un nouveau jury d'élection; mais les juristes, consultés par le gouverneur, ont été d'un avis différent. La chose est renvoyée à lord Grey.

LE TRAITÉ. — Le sénat de Washington vient de se prononcer par une majorité de 39 contre 13 en faveur du traité de paix, que le président a ratifié, disant: les correspondances.

RIO. — On a des nouvelles de ce malheureux pays. Corrientes a été pris par Urquiza, qui, outre 700 hommes tués, lui a fait 1200 prisonniers.

VENEZUELA. — Les avis de Venezuela nous apprennent que la guerre civile est enfin commencée, et que les insurgés ont été victorieux dans deux engagements de peu d'importance.

LORD WELLINGTON. — On dit que le duc de Wellington doit cesser d'être le généralissime de l'Angleterre, et que ce sera lord Hardinge, qui s'est si bien distingué ces années dernières dans les campagnes de l'Inde.

Nos lecteurs voudront bien remarquer la fin de la lecture de l'honorable E. P. Taché sur la première et seconde pages. Ils voudront aussi jeter un coup d'œil sur la dernière page, spécialement sur la correspondance signée "Ami de mon pays."

Nous eussions désiré faire quelques remarques à propos de la lettre adressée par le S. P. Pie IX à l'évêque d'Irlande; l'espace nous manquant aujourd'hui, nous les ferons vendredi.

La prochaine malle pour l'Europe sera close à Montréal le 18 courant à 9 heures du matin. Les journaux doivent être jetés à la poste à 8 heures.

Plusieurs articles remis, faute de place.

DÉCÈS.

A St. Roch, le 9 du courant, à l'âge de 60 ans, Sieur John Benson.

AVIS.

LE SOUSSIGNÉ informe respectueusement Messieurs les Curés, MM. les Marguilliers et Syndics des Paroisses, (qui voudront bien le favoriser) qu'il entreprendra toutes espèces de PEINTURES D'EGLISE, de la goutte de celles de l'Évêché, telles qu'Arabesques, imitations de Fresques, Architecture, Bois, Marbre, etc. s'adresser à J. CASIMIR COURVILLE, rue Panet No. 72 Faubourg Québec, ou par lettres, franchises de poste à M. A. F. TRUQUET, Grand Vicario de la Cathédrale.
Montréal, 25 février 1848. — 31.

AVIS.

MM. Les membres du Clergé et Commissaires d'Ecoles, qui désireraient se pourvoir d'Instituteurs qualifiés, pourrons s'adresser au soussigné par lettres affranchies.

J. P. VALADE. PRÉS.

A VENDRE.

LE SOUSSIGNÉ offre en vente, à des CONDITIONS TRES MODÉRÉES, les deux emplacements et la terre ci-après désignés, savoir:

1^o UN EMPLACEMENT situé dans le village d'Industrie, paroisse de St. Charles Borromée, de la contenance d'un demi arpent de front sur un arpent de profondeur, dans le centre du village et dans un lieu très rapproché de l'Eglise, bâti de Maçon, Boulangerie, Câtellerie, Grange, Hangar, Ecurie et autres Bâtimens; laquelle dit maison est des plus propres pour tenir un Hôtel ou Maison de Pension, étant occupé comme telle depuis quelques temps et étant à peu près dans la meilleure situation pour ce genre de commerce.
2^o UN EMPLACEMENT situé au même lieu de la contenance d'un demi arpent de front sur un arpent de profondeur, sur la rue St. Pierre, aussi dans un lieu très rapproché de l'Eglise, avec les bâtimens dessus construits, consistant en Maison, Ecurie et autres Bâtimens.
3^o UNE TERRE située au même lieu de la contenance d'un arpent et trois perches de front, sur la profondeur qu'il y a à prendre de la rivière de l'Assomption à la ligne seigneuriale, aussi bâtie de Maison d'Étable et autres Bâtimens.
Pour les conditions et plus amples informations, s'adresser à ANDRÉ ROUSSEAU, CÉLÉBRE ECR. AVOCAT, No. 13 rue St. Vincent, ou au Soussigné, au Village d'Industrie.
ETIENNE PARTENAIS.
Montréal, 21 février 1848. — 31.